Yaelle Randriamanjaka

Table ronde - L'atome de la discorde : le PPE face à ses équilibres internes sur le nucléaire

Analyse des positions du PPE sur l'énergie nucléaire à travers des extraits de la tribune d'Alexander Bernhuber et des discussions entre Borys Budka et Euractiv.

Rapporteur



À l'heure où l'Union européenne définit sa trajectoire climatique 2040 et sa neutralité carbone pour 2050, le Parti Populaire Européen (PPE) arbore la révision de la gouvernance de l'énergie en position de force. Premier groupe politique du Parlement européen avec 185 membres, et confronté par positions stratégiques majeures (présidences clés), le groupe politique entend bien *"tirer parti de [cette] force"* et façonner l'agenda politique à travers la vision partagée d'une Europe unie, compétitive et souveraine à l'aune d'un rééquilibrage des ordres mondiaux.

Avec ses 27 États membres et ses 185 députés, le parti incarne cette vision. Cet important rapport de force est alimenté notamment par la présidence de la commission de l'Industrie, de la Recherche et de l'Énergie (ITRE) occupée par l'eurodéputé polonais Borys Budka. Pourtant, cet apparent avantage semble montrer des signes de ralentissement.

Derrière l'unité affichée sur la souveraineté et la compétitivité, la place accordée au nucléaire cristallise des sensibilités nationales divergentes au sein du premier groupe politique du Parlement européen. En effet, revers de cet avantage numérique, les opinions au sujet du nucléaire ne font pas l'unanimité. À l'heure de la révision du règlement 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et la trajectoire climat 2040, les débats internes mettent en lumière deux approches distinctes de la transition énergétique, incarnées notamment par l'Autrichien Alexander Bernhuber et le Polonais Borys Budka.

Alexander Bernhuber : une ligne strictement renouvelable et attachée à la subsidiarité
Seul eurodéputé ouvertement antinucléaire au sein du PPE, Alexander Bernhuber (ÖVP) s'attache à la défense du monde rural, à la préservation de la souveraineté alimentaire et au respect strict du principe de subsidiarité, s'opposant notamment à un contrôle accru de la Commission européenne sur les Plans nationaux énergie-climat (PNEC).
Sur le dossier du nucléaire, sa position rejoint celle d'organisations environnementales telles que Greenpeace ou United for Climate Justice, avec lesquelles il a cosigné une tribune publiée sur Euractiv. Il y dénonce l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie verte européenne et s'oppose à toute allocation de fonds européens à cette filière.

"Les faibles émissions de CO_2 du nucléaire ne suffisent pas à effacer les risques liés aux déchets radioactifs, à la sûreté des installations et aux coûts colossaux de long terme. Opposé à cette inclusion depuis 2022 au nom de la délégation ÖVP, je milite pour maintenir une taxonomie rigoureuse qui permette d'atteindre la neutralité carbone 2050 sans brader la crédibilité du label vert européen."
--Tribune d'Alexander Bernhuber, "Nucléaire : l'Europe ne doit pas confondre urgence climatique et "solution miracle" ", nov 2026.

Il insiste sur la nécessité d'évaluer l'empreinte environnementale sur l'ensemble du cycle de vie : de l'extraction de l'uranium au démantèlement des centrales et à la gestion des déchets. Si la fission n'émet pas directement de CO_2 lors de la génération d'électricité, les étapes en amont et en aval, elles, en émettent. Lors de l'extraction de l'uranium, du transport, de la construction lourde des réacteurs au fil du temps, du démantèlement et de la gestion des déchets, l'incidence écologique s'avère bien lourde et les désastres écologiques, majeurs.

Borys Budka : le pragmatisme industriel et la neutralité technologique
À l'opposé, le président de la commission ITRE, Borys Budka, porte la voix d'une majorité du groupe favorable au principe de neutralité technologique. Pour la Pologne, représentée par Borys Budka, et ses États membres engagés dans la relance du nucléaire, l'énergie nucléaire constitue une source bas-carbone pilotable indispensable pour assurer la réindustrialisation du continent et réduire la dépendance aux importations d'énergies fossiles dans une période de forte tension géopolitique.

Interrogé par Euractiv, Borys Budka relativise néanmoins la portée des tensions internes, soulignant la cohésion globale du groupe sur les objectifs stratégiques : *"Nous partageons tous des positions fortes qui nous unissent"*. , affirme-t-il, tout en reconnaissant les "nuances au sein de son groupe politique : *"certains eurodéputés ont des positions légèrement divergentes et c'est le cas d'Alexander Bernhuber, notre seul eurodéputés antinucléaire [...] mais nous nous mettons facilement d'accord sur nos positions."*

Sur le plan stratégique, Borys Budka met en garde contre les vulnérabilités liées aux chaînes d'approvisionnement, quelle que soit la technologie choisie : "*Les énergies renouvelables et bas-carbone exposent aussi l'Union européenne puisqu'elle dépend d'importations, de métaux rares et de matières premières comme l'uranium [...] Bien sûr, les énergies renouvelables et le nucléaire ont l'avantage d'être produites en Europe et, en ce sens, il faudrait les privilégier".*

Stockage et interconnexions, le nœud technique de la discussion
Au-delà des positions de principe, le débat au sein du PPE porte sur la capacité des réseaux électriques européens à absorber une part croissante d'énergies renouvelables intermittentes, qu'il s'agisse de l'éolien offshore sur la façade atlantique ou du solaire photovoltaïque dans le sud de l'Europe.

Théoriquement, les États pourraient combler leurs lacunes d'énergie face aux aléas climatiques des sources renouvelables.

- L'Irlande et sa façade atlantique sont constamment balayées par les vents qui génèrent une source d'énergie éolienne offshore.

- Le Portugal, baigné par le soleil, produit un abondant surplus d'énergie photovoltaïque.

Selon les données du cabinet Aurora Energy Research, l'absence de technologies de stockage et la congestion des réseaux ont entraînés en 2024, des pertes massives d'énergie lors des périodes de surproduction, une estimation qui se répète annuellement. En 2024 et en 2025, plus de 72 TWh d'électricité (principalement renouvelable) ont été évaporés à travers l'Union, soit un coût estimé à 8,9 milliards d'euros et l'équivalent de la consommation annuelle d'un pays comme l'Autriche.

Sur ce point, les deux approches convergent. Il est nécessaire de renforcer l'intégration du marché intérieur de l'énergie. Comme le résume Borys Budka auprès d'Euractiv:

"La stabilité du réseau européen dépendra aussi de l'interconnexion des réseaux électriques et de l'efficience avec laquelle les pays européens pourront s'échanger de l'énergie", tandis que Alexander Bernhuber défend des interconnexions transfrontalières plutôt que de céder à l'illusion d'une "technologie miracle".

À l'approche des prochaines étapes de négociations de la commission ITRE et des séances plénières, le PPE devra présenter cet équilibre à travers des amendements concrets. L'enjeu pour le groupe consistera à préserver sa cohésion interne afin d'aborder les discussions avec le Conseil et la Commission en position de force, en tant que premier parti du Parlement. Le groupe devra naviguer entre défense de la neutralité technologique et encadrement des financements européens dédiés à la transition énergétique.

Nov 13, 2026 – 16 : 00
Energy, Environment & Transport Rapporteur PEM

